

SOMMAIRE

SOMMAIRE

CHRONIQUE DE DROIT AERIEN

SOUS LA DIRECTION DE **VINCENT CORREIA**

Editorial	125
L'espace aérien : une frontière invisible ? par Pascal M. DUPONT	127

CHRONIQUE DE DROIT SPATIAL

SOUS LA DIRECTION DE **LAURENCE RAVILLON**

Editorial	155
Les aspects juridiques du Projet <i>Mars One</i>	157
Bibliographie juridique spatiale	185

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Législation et réglementation françaises

- Publication au Journal Officiel	189
---	-----

JURISPRUDENCE

Jurisprudence administrative française

Conseil d'État. Décision du 29 avril 2015. Syndicat des compagnies aériennes autonomes c/ Premier ministre. Aéroports. Directive 2009/12/CE sur les redevances aéroportuaires. Autorité de supervision. Existence. Conditions. Garanties d'indépendance.....	191
---	-----

Conseil d'État. Décision du 22 mai 2015. M. B...A... c/ société Air France. Pilotes de ligne. Limite d'âge à 60 ans (L. 421-9 du code de l'aviation civile alors en vigueur). Discrimination en fonction de l'âge prohibée par la Directive 2000/78/CE.....	194
--	-----

Jurisprudence judiciaire française

Cour de cassation (chambre sociale). Arrêt du 9 avril 2015. M. X... c/ Air France. Pilote de ligne. Rupture du contrat de travail pendant un congé sabbatique. Motif : limite d'âge. Nullité du licenciement.....	197
--	-----

Cour de cassation (chambre criminelle). Arrêt du 14 avril 2015. Air France c/ Ministère public. Accident de travail au cours des opérations de chargement de fret et de bagages sur la plateforme de Roissy CDG. Responsabilité pénale du chef de blessures involontaires. Relaxe du gestionnaire de l'aéroport.	
---	--

Condamnation de l'employeur et de l'auteur des faits. Incompétence matérielle du juge répressif à statuer en droit commun. Ordre public. Compétence exclusive du Tribunal des affaires de sécurité sociale	202
Cour de cassation (1^{ère} chambre civile). Arrêt du 16 avril 2015. M. X... c/ Air France. Vols avec correspondance. Retard. Arrivée à destination finale près de six heures après l'heure initialement prévue. Indemnisation. Règlement CE n° 261/2004 du 11 février 2004	209
Note de la rédaction	211
Cour de cassation (chambre sociale). Arrêt du 16 avril 2015. M. X... c/ Air France. Personnel navigant commercial. Rupture du contrat de travail. Motif : limite d'âge. Nullité du licenciement	211
Cour de cassation (2^{ème} chambre civile). Arrêt du 13 mai 2015. Compagnie nationale d'assurances et de réassurances des transports c/ Thomas Cook. Accident aérien. Indemnisation des victimes par le Fonds de garantie. Condamnation de l'organisateur de voyages et de son assureur à rembourser le Fonds de garantie. Condamnation d'un assureur, venant aux droits de l'assureur du transporteur aérien, à garantir l'organisateur de voyages	218
Cour de cassation (chambre commerciale). Arrêt du 27 mai 2015. M. X... c/ M. Y... et société Aviabel. Stage d'initiation au parapente. Accident. Défaut d'assurance. Responsabilité personnelle du gérant de la société proposant l'activité	221
Cour de cassation (chambre sociale). Arrêt du 10 juin 2015. M. X... et SNPL c/ EasyJet. Pilotes de ligne. Litige relatif à l'exécution de leur contrat de travail. Stipulations contractuelles. Lieu d'affectation. Cotisations de l'employeur. Compétence territoriale du juge français	227
Cour de cassation (chambre commerciale). Arrêt du 30 juin 2015. Géodis Wilson France et autres c/ Biomérieux, Air France KLM et autres. Transport de fret. Absence de réserve à la livraison. Marchandise avariée. Responsabilité <i>in solidum</i> du commissionnaire de transport et du transporteur aérien. Convention de Montréal. Limitation de responsabilité au seul bénéfice du transporteur aérien...	236

COMMUNIQUE DE PRESSE

Communiqué de presse de l'OACI : Les communautés aéronautique et spatiale se réunissent pour le premier symposium OACI/UNOOSA sur l'aérospatiale	249
--	-----